

geschreven in het KB van 9 november 2015, te verkrijgen. Wij hebben tot op heden, begin februari 2021, echter nog geen advies mogen ontvangen.

Kunt u ons alstublieft nu een stand van zaken geven over de NAVAP-regeling? Hoe ver staat u met de uittekening van een nieuwe regeling? Hoe worden de politiezones vandaag ondersteund voor de NAVAP-premies of hoe beredden zij zich vandaag? Hoe verlopen de gesprekken met de vakbonden hierover?

Kunt u als tijdelijke oplossing akkoord gaan met ons wetsvoorstel nr. 1681, dat geen controversieel beleid inhoudt, maar slechts de werking van onze politie wil verzekeren voor het huidige jaar? Daarmee beantwoordt u meteen ook een belangrijke vraag die wij twee maanden geleden al hebben gesteld.

**03.04** **Caroline Taquin** (MR): Monsieur le président, madame la ministre, cette question est pendante depuis 2019. C'était, en effet, durant cette période sans gouvernement de plein exercice que le système mis en place par l'arrêté royal du 9 novembre 2015 est arrivé à son terme, car il visait les années de 2016 à 2019. Les zones de police risquaient donc de se retrouver au 1<sup>er</sup> janvier 2020 sans financement pour cette mesure décidée par le fédéral.

J'avais alors déposé à la fin de l'année 2019 une proposition en urgence au Parlement pour que le budget soit débloqué et ce, dans l'attente d'un système plus structurel.

On parle ici d'environ 46 millions d'euros, alors que l'on connaît l'état des finances communales qui, elles-mêmes, alimentent les budgets des zones de police. La décision avait été votée en urgence par le Parlement pour l'année 2020 uniquement et prévoyait, en outre, le surcoût potentiel (au-delà des 46 millions) qui serait aussi pris en charge par la police fédérale au travers d'adaptations de ses crédits.

Dès votre prise de fonction, début novembre, je vous ai donc interpellée à ce sujet afin de vous demander si ce financement était bien prévu au budget fédéral 2021 et si des initiatives étaient prises pour pérenniser ce financement. Vous m'aviez répondu que le montant était prévu mais que, (je vous cite): "Le gouvernement n'a pas encore pris de décision relative au financement des surcoûts. L'intention est d'élaborer un financement le plus rapidement possible en s'inspirant du régime appliqué sous la précédente

législature".

Madame la ministre, pouvez-vous me confirmer que ce financement fédéral avec ses surcoûts est prévu pour 2021? Quel est précisément le montant prévu?

Autre question que je vous repose car à celle-là, vous ne m'aviez pas répondu en novembre: quelle est la source de financement prévue, compte tenu du fait que celle-ci émanait jusqu'à l'année dernière de cotisations des polices locales? Une modification de la source de ce financement des 46 millions a-t-elle été décidée?

**03.05** **Daniel Senesael** (PS): Monsieur le président, madame la ministre, souvenez-vous, nous l'avions évoqué lors de votre exposé d'orientation générale, le financement de la non-activité préalable à la pension des anciens gendarmes repris dans la police intégrée est un dossier délicat hérité du gouvernement précédent.

Les mécanismes transitoires sont arrivés à leur terme et il vous appartient de trouver une solution pour le financement de cette décision fédérale, une solution qui n'impacte pas les finances des zones de police locale – et donc à travers elles les budgets communaux – ni par le biais d'un financement direct, ni par le biais d'une ponction du Fonds APL, abondée par les autorités locales.

Alors que l'année 2021 avance doucement, madame la ministre, pouvez-vous nous dire où en sont vos services dans la recherche d'une solution structurelle dans ce dossier? À défaut d'une telle solution pérenne, quelle mesure entendez-vous prendre, pour cette année 2021, qui respecte les prérequis énoncés à l'instant par les uns et les autres?

**03.06** **Annelies Verlinden**, ministre: Monsieur Senesael, les zones de police ont été informées, par le biais de la circulaire ministérielle PLP 60 traitant des directives pour l'établissement du budget de police 2021 à l'usage des zones de police, qu'elles ne devaient inscrire dans leur budget 2021 aucun montant relatif au mécanisme de financement NAPAP. Les zones de police devant présenter un budget en équilibre, elles ont dû adapter celui-ci en conséquence. Jusqu'à présent, je n'ai eu aucun retour des services de tutelle et je ne peux donc vous confirmer que certaines zones de police ont vu leur budget 2021 refusé car elles y avaient intégré le subsidé NAPAP.

À l'heure actuelle, les discussions relatives au

subside NAPAP sont toujours en cours. Je suis bien consciente de la situation d'attente dans laquelle se trouvent les zones de police et de la nécessité pour elles de savoir si ce subside sera ou non prolongé en 2021. L'Administration communiquera les directives relatives au NAPAP dès que la question aura été tranchée lors du contrôle budgétaire. Les zones de police feront les adaptations qui s'imposent en fonction de ces directives.

Les zones de police doivent présenter un budget en équilibre et cet équilibre doit se baser sur les rentrées financières que les zones de police sont, au moment de la confection de leur budget, certaines de percevoir. Il revient à chaque zone de police d'examiner comment l'équilibre budgétaire peut être maintenu. Il n'y a pas une solution unique pour toutes les zones de police.

Comme le subside est actuellement discuté, il ne peut être repris au budget 2021 des zones de police. Si un accord est trouvé à la suite du contrôle budgétaire, les zones de police pourront inscrire leur subside à leur budget 2021 par le biais d'une modification budgétaire.

Madame Taquin, le mode de financement auquel vous vous référez fera également l'objet de discussions dans le cadre du contrôle budgétaire.

Collega Metsu, met betrekking tot de concrete procedure, indien in de budgetcontrole bijkomende middelen ter beschikking komen, zullen die door middel van een koninklijk besluit en de te volgen procedure en termijnen bepaald worden. Het lijkt mij aangewezen dezelfde procedure te volgen als in voorgaande jaren, namelijk een aanvraag op het eind van elk kwartaal door de politiezone, met betalingsmodaliteiten, die uiteraard zullen afhangen van de in het kader van de begrotingscontrole besliste kredieten.

Ik beklemtoon steeds het onderscheid tussen enerzijds de eindeloopbaanregeling en het stelsel van non-activiteit dat opgenomen is in de statuten van de geïntegreerde politie en een recht vormt voor de betrokken personeelsleden, en anderzijds de financiering aan de politiezones van de eventuele meerkosten van die regeling. Alleen dat laatste is het onderwerp van discussie in het kader van de budgetcontrole.

Wat uw wetsvoorstel betreft, het komt ons voor dat het bijzonder verregaand is, geen onderscheid maakt tussen de verschillende systemen of situaties die zich kunnen aandienen in het kader

van NAVAPen als dusdanig niet onmiddellijk geschikt is om een adequaat antwoord te bieden op de uitdagingen van vandaag. U hebt hier echter wel het engagement om de kwestie nader te bekijken in het kader van de begrotingscontrole.

**03.07 Vanessa Matz** (cdH): Madame la ministre, merci pour votre réponse, même si elle me laisse perplexe quant au fait qu'on parle d'une éventualité. Au mois de novembre, les choses paraissaient plus sûres pour les zones de police, pas sur le calendrier précis, mais elles pouvaient se dire qu'il y aurait des modifications presque définitives. On entend maintenant que c'est toujours en discussion dans le cadre des futures négociations budgétaires et on ne voit pas très bien comment les zones de police devraient prendre cela à leur charge en plus si cela n'aboutit pas à quelque chose dans le cadre des discussions budgétaires.

Je ne peux que regretter cette décision que le gouvernement, objectivement, aurait pu prendre beaucoup plus tôt pour mettre en sécurité les zones de police, principalement en cette période. Comme vous le savez, elles abattent pas mal de boulot, elles remplissent de nombreuses missions dans le cadre de la crise covid. J'estime qu'on aurait pu les rassurer par rapport à cette recette qui doit être inscrite dans leur budget, plutôt que de les laisser dans l'incertitude et les contraindre à boucler des budgets avec difficulté. On sait que c'est compliqué pour elles de mettre autant de moyens dans le respect des mesures covid.

Je regrette vos réponses évasives. Je pensais que vous arriveriez à quelque chose de plus ferme.

**03.08 Julie Chanson** (Ecolo-Groen): Merci pour vos réponses, madame la ministre. J'entends que les discussions sont toujours en cours. Les semaines passent et on n'avance pas. Les zones sont dans l'attente. La crise ne facilite pas la situation déjà difficile pour certaines d'entre elles. Légitimement, les zones de police attendent une réponse plus ferme de votre part.

Je pense qu'aujourd'hui, le temps presse. Nous devons apporter des réponses structurelles fortes à cette situation qui ne peut perdurer. J'entends que les discussions sont en cours mais je compte sur vous, madame la ministre, pour 'booster' ces discussions. Je sais que c'est un dossier important; nous en avons discuté très longuement. La prochaine fois que nous vous interrogerons sur cette thématique, j'espère que vous pourrez nous apporter des réponses plus précises en termes de

calendrier et de financement.

Je crois en votre compétence évidemment, mais aussi en votre volonté. J'espère donc que nous pourrions reparler de ce dossier dans les plus brefs délais avec des réponses plus précises de votre part. Je vous en remercie d'avance.

**03.09 Koen Metsu (N-VA):** Ik heb er alle begrip voor dat u nog geen structurele oplossing hebt kunnen uitwerken, vandaar ons wetsvoorstel om alleszins de lokale besturen en de politiezones in 2021 al zekerheid te geven. Het is natuurlijk iets helemaal anders dat u terugkomt op de belofte van november om NAVAP nog in 2021 te verrekenen. Ik ben heel erg benieuwd hoe uw collega's van de meerderheid met een voornaam lokaal mandaat, zoals schepen, burgemeester of zelfs politieraadslid, zullen reageren op wat we hier vandaag hebben gehoord.

U hebt het advies gegeven dat we twee maanden geleden gevraagd hebben: u gaat niet akkoord met het wetsvoorstel. Het is een volstrekte vraag waarom we daar twee maanden op hebben moeten wachten.

Mijnheer de voorzitter, wat mij betreft kunnen we nu ons wetsvoorstel agenderen en beschouw ik het antwoord van de minister als een negatief advies. Ik zal absoluut de stemming vragen om duidelijkheid over de NAVAP-regeling voor het lopende jaar te krijgen.

De **voorzitter**: Dat komt zeker nog aan bod, mijnheer Metsu.

**03.10 Caroline Taquin (MR):** Madame la ministre, je vous remercie pour les précisions apportées. J'insiste sur l'urgence de la mesure qui doit être prise et de la confirmation de cette mesure auprès des zones de police.

**03.11 Daniel Senesael (PS):** Madame la ministre, ajouter de l'incertitude à l'indécision n'est pas de nature à rassurer les gestionnaires des zones de police et encore moins les commissaires divisionnaires, qui doivent compter chaque euro pour répondre de manière idoine à toutes les injonctions qui leur sont adressées et aux missions qui leur sont confiées.

Je sollicite donc de la clarté et une décision rapide, cohérente et positive. Vous en êtes capable, madame la ministre. Il faut une décision qui réponde ainsi aux propos clairs que vous avez tenus au sein de cette commission. Il en va de votre crédibilité et de notre crédibilité. Je ne puis

être plus clair, les engagements doivent absolument être tenus dans ce dossier.

*Het incident is gesloten.*

*L'incident est clos.*

**04 Actualiteitsdebat over de betoging van 24 januari en toegevoegde vragen van**

- **Sigrid Goethals aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "De betoging tegen de klassenjustitie" (55013346C)**

- **Julie Chanson aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "De politie-interventies tijdens de betoging van 24 januari 2021" (55013387C)**

- **Stefaan Van Hecke aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "De getuigenissen over het optreden van de politie n.a.v. een betoging op 24 januari 2021 in Brussel" (55013390C)**

- **Cécile Thibaut aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "Het gebruik van plastic handboeien tijdens de aanhoudingen na de betoging tegen racisme in Brussel" (55013414C)**

- **Nabil Boukili aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "Het verloop van de betoging tegen de klassenjustitie" (55013431C)**

- **Khalil Aouasti aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "Het in goede banen leiden van betogingen en de eruit voortvloeiende aanhoudingen" (55013625C)**

- **Bert Moyaers aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "Willekeurige arrestaties en misbruik van geweld door de Brusselse politie" (55013761C)**

- **Bert Moyaers aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "De mishandeling van een tiener door de Brusselse politie" (55013762C)**

**04 Débat d'actualité sur la manifestation du 24 janvier et questions jointes de**

- **Sigrid Goethals à Annelies Verlinden (Intérieur et Réformes institutionnelles) sur "La manifestation contre la justice de classe" (55013346C)**

- **Julie Chanson à Annelies Verlinden (Intérieur et Réformes institutionnelles) sur "Les interventions policières lors de la manifestation du 24 janvier 2021" (55013387C)**

- **Stefaan Van Hecke à Annelies Verlinden (Intérieur et Réformes institutionnelles) sur "Les témoignages sur l'intervention policière lors**